

La Tribune libre n'a pas pour objet d'engager un débat entre les groupes politiques constituant le conseil municipal. Il s'agit d'une tribune de libre expression.

■ GROUPE « DAMMARIE MA VILLE »

Insécurité, bien plus qu'un sentiment.

Ces dernières semaines ont été animées par un débat surréaliste dans la sphère politico nationale, sur l'ensauvagement de notre société. À coups de sémantique, les plus hauts responsables de l'État se sont mis à philosopher sur les violences et la perception que chacun peut en avoir au sein de notre société.

Ici à Dammarie comme dans de nombreuses villes, ces considérations sur l'existence ou non d'un tel sentiment nous paraissent bien futiles et bien loin de nos réalités. Nous n'avons pas un sentiment d'insécurité, nous vivons tout simplement l'insécurité !

Nous subissons quotidiennement des comportements dangereux et des actes délictueux, pour lesquels les élus locaux ne disposent pas des compétences, des moyens ni des outils juridiques pour y mettre fin : bruits de moto, rodéos urbains, quads, mettant en

danger les autres usagers de l'espace public, trafic de stupéfiants.

Notre ville est touchée de plein fouet par ces phénomènes pour lesquels la Police Nationale semble impuissante et sans ressources. Le Ministre de l'Intérieur a d'ailleurs clairement exprimé le désengagement de l'État en matière de sécurité publique, qu'il renvoie aux communes ! Un texte de loi devrait être présenté dans les prochains mois !

Conscients de ce désengagement, nous avons décidé d'augmenter l'effectif de la police municipale afin de renforcer sa présence, et d'élargir ses horaires de présence. Dès notre élection en juillet, nous avons lancé les recrutements et nous travaillons sur une nouvelle organisation de travail des agents.

Cet effort de la Ville est devenu indispensable pour palier le désengagement de l'État qui a vidé notre com-

missariat d'une partie des effectifs auparavant attachés à la sécurité de notre ville.

Un désengagement sécuritaire sur tous les fronts, puisqu'à l'heure où les médias nationaux parlent de squat dans une résidence secondaire du sud de la France qui a provoqué un émoi général et une rapidité d'intervention des forces de l'ordre qui laisse rêveur, le campement de Moldaves est toujours présent à Dammarie.

Malgré nos demandes répétées auprès du Préfet, des réunions qui se succèdent, des promesses qui nous sont faites, la situation demeure inchangée. La décision d'expulsion du campement, qui rappelle le a été ordonnée par la justice, n'est toujours pas exécutée.

Face à de telles situations, nul ne pourra s'étonner que l'insécurité croissante est le résultat d'un abandon de l'État qui semble préférer la philosophie aux actes...

■ GROUPE « DAMMARIE CITOYENNE »

Engagement du président de la République, la police de sécurité du quotidien a été lancée le 8 février 2018. Elle vise à replacer les exigences de sécurité du citoyen au cœur de l'action des forces de police. Cette police dite « sur mesure » dit s'adapter aux attentes de la population et aux besoins du territoire. Un an après, seules quelques villes bénéficient de cette expérimentation, alors qu'une autre réforme s'applique depuis le 1^{er} septembre. Un arrêté du 27 août 2020 précise cette nouvelle organisation en recréant 6 circonscriptions de sécurité publique d'agglomération dans le département de Seine-et-Marne, parmi lesquelles Melun/Moissy-Cramayel couvrant 32 communes allant de Brie-Comte-Robert à Villiers en Bière. Les effectifs de police secours de Dammarie et du Mée vont à Melun

pour faire face au manque d'effectifs. Les délais d'intervention seront plus longs ! Certains diront qu'ils les attendent encore. Le commissariat de Dammarie gardera un accueil de nuit, le dépôt de plaintes possible et le suivi du petit judiciaire. La BAC (brigade anticriminalité) départementale a été dissoute le 1^{er} mars, pour être répartie sur les territoires de Nemours-Fontainebleau et de Melun-Moissy. À Dammarie-lès-Lys, Moissy-Cramayel, Savigny-le-Temple et au Mée-sur-Seine, des unités de six policiers ont été mises en place pour la sécurité du quotidien. Plusieurs groupes spécialisés vont réaliser un travail en profondeur dans la lutte contre les trafics de stupéfiants, les agressions violentes, conjugales et autres et les cambriolages. La direction départementale de la sécurité publique veut travailler sur

le sentiment d'insécurité et développer le partenariat avec les élus et les polices municipales.

Voilà, ça c'est la théorie. En pratique, c'est tout autre chose. Malgré les courriers, les rendez-vous d'administrés auprès de la mairie et les appels à la police, les réponses ou absences de réponses accentuent le sentiment d'abandon. Nous alertons de cet état de faits avant que l'exaspération ne fasse place à d'autres réponses qui seraient condamnables. La police ne peut pas se limiter à être le bras armé du pouvoir en place ou utilisée comme tel au détriment d'un service public de protection des populations.

dammariecitoyenne@gmail.com

■ GROUPE « UN NOUVEAU SOUFFLE POUR DAMMARIE »

Un peu moins de 100 jours se sont écoulés depuis la réélection du maire. Durant la campagne électorale du 2^e tour, il avait pris des engagements et avait effectué quelques revirements. L'heure du bilan est donc arrivée, mais aussi celle des désillusions :

Le cadre de vie s'est considérablement dégradé à Dammarie où les incivilités sont nombreuses et récurrentes : les voitures brûlées, l'utilisation régulière de mortiers, la saleté des chaussées et des trottoirs où des dizaines de masques y sont jetés, les nuisances sonores issues des rodéos urbains et les ballets en moto-cross sont quotidiens de jour comme de nuit, les réunions nocturnes sur les parkings publics... Face à cette situation, la présence de la police municipale et la mobilisation des services de nettoyage doivent être au moins de même niveau que durant les 2 semaines qui avaient précédé le 2^e tour des élections municipales.

À ce titre, nous :

- proposons la mise en place de points de ramassage de masques usagés dans la ville afin de les recycler.
- demandons une communication de la mairie sur le fonctionnement des services de nettoyage en termes d'effectif, de planification et de calendrier par secteurs ainsi que la fréquence du déploiement par semaine...

La crise des Moldaves n'est toujours pas dénouée alors que le maire avait promis une solution dans les 2 mois. Pis, il ne communique pas et continue de gérer seul sans se soucier d'informer les habitants sur l'un des sujets qui les préoccupe le plus. Est-ce que les enfants ont été concernés par la rentrée scolaire ? Quid de la situation sanitaire à l'intérieur du camp ? Il y a urgence pour éviter une véritable crise à l'approche de l'hiver durant lequel le démantèlement du camp sera impossible.

L'urbanisation galopante continue. Les chantiers se multiplient aux abords de la gare de Melun ! Le maire n'a toujours pas rassuré sur la scolarisation des enfants qui vont arriver ou sur les places de crèche ou de parking.

La crise de la Covid-19 a révélé les difficultés de la mairie à gérer la situation dans la sérénité. Or, personne n'est en mesure de prédire ce qui va se passer dans les mois à venir sur le plan sanitaire, qui pourrait s'avérer catastrophique en cas de confirmation d'une seconde vague d'épidémie. Un Plan de Continuité d'Activité doit être réalisé par le maire.

Tous ces sujets sont autant de préoccupations des habitants pour lesquels ils n'ont aucune réponse. La nouvelle mandature commence, hélas, comme l'ancienne avait fini...